



## **Pour la renaissance de l'identité québécoise**

Par Chantale Trottier,  
présidente du Mouvement national des Québécoises et Québécois (MNQ)

La chose est désormais admise : pendant près d'une décennie, le peuple québécois a été habité par une mauvaise conscience qui aura freiné la plupart des manifestations de son identité. On a disqualifié cette dernière en la plaçant sous le signe de l'intolérance, comme si l'ouverture à l'autre devait nécessairement prendre la forme du reniement de soi ou comme si on devait remplacer le Québec réel par un Québec abstrait, où la majorité francophone ne serait plus qu'un groupe parmi d'autres dans un grand bazar multiculturel.

Mais si les derniers mois peuvent nous convaincre d'une vérité simple, c'est bien que le Québec n'a toujours pas démissionné de sa réalité particulière, de son identité historique. De la controverse sur les accommodements raisonnables aux plus récents événements qui ont ponctué l'actualité politique, tous les signes nous révèlent la profonde réalité de l'identité québécoise. Cette réaffirmation identitaire s'inscrit dans une expérience historique de plusieurs siècles qui est au cœur même de notre définition de la nation.

Le MNQ célèbre cette année son 60<sup>e</sup> anniversaire. Il s'est depuis toujours mis au service de la promotion de l'identité québécoise et ne peut que se réjouir devant l'actuelle renaissance politique de la thématique identitaire. Pourtant, on sent bien à quel point cette renaissance est fragile, comme en témoigne la réaction démesurée d'une partie des élites contre la proposition d'une citoyenneté québécoise mise de l'avant ces dernières semaines par le Parti Québécois. Immédiatement, des accusations de tous ordres ont fusé, allant de la fermeture à autrui au nationalisme ethnique, en passant par la xénophobie généralisée.

Certes, on peut débattre de détails du projet de loi, mais ses détracteurs semblent surtout refuser à travers ces arguments, un principe évident : la citoyenneté doit être « investie » de l'identité québécoise. C'est une exigence pourtant simple. À moins d'être réduite à une simple rhétorique ou à une métaphore plus ou moins pertinente, l'identité nationale doit être le fondement des institutions d'une collectivité pour devenir une norme forte, assumée par tous. C'est ce que propose explicitement le projet de loi actuellement discuté en affirmant la nécessité d'une citoyenneté dont l'acquisition serait liée à la connaissance de la langue et de la culture nationales. Vite tournée en ridicule par une certaine élite « politico-médiatique » — qui n'est pas toujours au diapason avec la population

québécoise, cette dernière étant elle-même plutôt d'accord, comme le démontrent les résultats d'un récent sondage — , cette idée n'est pourtant pas insensée et tire simplement certaines conséquences d'une réalité élémentaire désormais reconnue par tous, même à Ottawa : le Québec est une nation.

Il importe, de l'avis du MNQ, de ne pas reculer au moment où la réaffirmation identitaire prend forme politiquement. Qu'il faille accepter de discuter de ce projet de loi comme de tant d'autres, à la lumière des intérêts nationaux, cela devrait aller de soi. Qu'il faille lui soustraire certaines dimensions ou en ajouter d'autres, cela aussi va de soi. Mais la révision des détails d'un projet de loi ne devrait pas compromettre l'élan plus vaste dans lequel il s'inscrit, non plus que les principes dont il se réclame pour approfondir politiquement le sentiment national québécois.

Pour le Mouvement national des Québécoises et Québécois, un devoir de clarté s'impose : loin de se fermer avec cette proposition de citoyenneté, la thématique identitaire est plutôt appelée à s'élargir dans les mois et les années à venir. Il faudra bien se résoudre à poser certaines questions, à ouvrir un espace de réflexion encore plus vaste sur ce que doit demeurer le Québec et sur ce qu'il doit devenir. Qu'en est-il du sort du français dans la métropole ? En quel sens les transferts linguistiques s'opèrent-ils ? Au profit ou au détriment du français au Québec ? Que faire pour assurer le développement d'une nécessaire laïcité, tout en préservant aussi le patrimoine historique particulier de l'identité québécoise ? Comment définir l'intégration de façon à ce que les nouveaux arrivants s'identifient rapidement et significativement à leur communauté d'accueil ? Voilà autant de questions centrales pour le devenir de l'identité québécoise auxquelles le MNQ proposera des réponses pour s'assurer que chaque fois, le sentiment national soit une source de fierté et non de honte de soi.

La mondialisation pousse les peuples à se rencontrer, à s'ouvrir les uns aux autres. Mais il ne sera sérieusement possible de s'ouvrir au monde qu'en assumant d'abord son propre monde. Partout, on accorde mieux la citoyenneté à l'identité des peuples, pour s'assurer que la seconde féconde la première. Partout, les identités nationales reprennent leurs droits et rappellent qu'une société n'est pas une page blanche, mais bien un grand livre, avec plusieurs tomes, où les nouveaux arrivants sont appelés à écrire avec leur société d'accueil un nouveau chapitre, qui n'a pourtant pas vocation de biffer ceux qui le précèdent. Pour le Québec, conserver sa différence sera la meilleure manière de se comporter comme un peuple normal.

Trois-Rivières, le 20 novembre 2007